



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT
Bureau de l'Environnement

ARRETE PREFECTORAL

du **30 DEC. 2005**

**autorisant la société SITA ALSACE à étendre et à exploiter
le Centre de Stockage de Déchets Ultimes (CSDU) de HOCHFELDEN**

LE PREFET DE LA RÉGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er},
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,
- VU** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés,
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2000 autorisant la société SITA :
- à poursuivre l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique à HOCHFELDEN et à étendre son emprise,
 - à constituer un affouillement visé par la rubrique n° 2510-1b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2002 portant approbation du plan départemental pour l'élimination des déchets ménagers et assimilés,
- VU** la demande déposée le 3 janvier 2005 par la société SITA ALSACE par laquelle celle-ci demande l'autorisation d'exploiter et d'étendre le CSDU de HOCHFELDEN et l'institution de servitudes dans la bande de 200 mètres autour de la zone d'exploitation sollicitée,
- VU** la lettre de SITA ALSACE du 26 avril 2005 donnant garantie physique au délai de 9 ans;
- VU** le rapport du 22 novembre 2005 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace (DRIRE d'Alsace) chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'Évaluation simplifiée des risques (ESR) relative au confinement du dépôt de lindane, réalisée en juillet 2004 par FAIRTEC,
- VU** le diagnostic du dispositif de contrôle de la qualité des eaux souterraines réalisé en mai 2005 par le Bureau d'étude FAIRTEC ,

VU l'Évaluation simplifiée des risques (ESR) relative aux zones non étanchées du site, réalisée par le Bureau d'étude FAIRTEC en septembre 2005,

VU les avis exprimés lors de l'enquête publique et les avis des services consultés,

VU l'avis de la Commission locale d'Information et de Surveillance du 30 novembre 2005,

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 6 décembre 2005,

CONSIDÉRANT que les caractéristiques géologiques du sous-sol sont favorables à l'implantation d'un centre de stockage concernant la couche inférieure de la barrière passive, soit 5 m d'épaisseur avec une perméabilité à 1.10^{-6} m/s,

CONSIDÉRANT que le fond de forme du CSDU actuel et de la future extension repose sur la formation des argiles de Levallois dont la perméabilité varie entre $7,2.10^{-9}$ et $1,1.10^{-8}$ m/s sur une dizaine de mètres d'épaisseur et que les caractéristiques de ces argiles permettent de répondre aux exigences réglementaires actuelles,

CONSIDÉRANT que le remaniement et le compactage des argiles de Levallois permettra d'obtenir une perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s sur le premier mètre,

CONSIDÉRANT que le diagnostic du dispositif de contrôle de la qualité des eaux souterraines conclut que :

- 6 piézomètres suffisent à contrôler l'impact sur les eaux souterraines,
- les paramètres analysés sont représentatifs de l'activité d'un centre de stockage de déchets et sont même adaptés à la particularité du site due au confinement du dépôt de lindane ;

CONSIDÉRANT que l'Évaluation simplifiée des risques (ESR) spécifique au dépôt de lindane classe le site en classe 3 de type "banalisable",

CONSIDÉRANT que l'Évaluation simplifiée des risques (ESR) réalisée sur les parties non étanchées du site classe le site en classe 2 "à surveiller" et que des piézomètres de contrôle sont en place,

CONSIDÉRANT que lors de la cartographie des émanations gazeuses effectuée sur une partie du site, des émanations gazeuses ont été mises en évidence au niveau des puits de captage et de certains talus et qu'il convient d'y remédier après contrôle du système de captage et de brûlage des gaz,

CONSIDÉRANT que pour limiter les émanations d'odeurs sur le site l'apport d'ordures ménagères brutes n'est autorisée que sur dérogation exceptionnelle du préfet et de manière transitoire,

CONSIDÉRANT que l'exploitant a mis en place les dispositifs permettant :

- le contrôle des déchets, la collecte et le traitement des effluents aussi bien liquides que gazeux,
- l'étanchéité du casier créé et sa protection contre les arrivées d'eaux souterraines,
- le suivi des effluents ainsi que des eaux superficielles et souterraines,
- l'interdiction de l'accès au site,

CONSIDÉRANT qu'une digue paysagère sera réalisée le long de la RD 670,

CONSIDÉRANT que la nature des déchets est contrôlée lors du déchargement, au niveau du quai de

vidange de la zone de stockage,

CONSIDERANT que le CSDU n'est pas compris dans le périmètre de protection des captages de Mommenheim et que le premier captage est situé à 4,5km,

CONSIDERANT qu'aucune faille géologique n'est connue sur le site,

CONSIDERANT que la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DASS) a émis un avis favorable sur le volet sanitaire de l'étude d'impact,

CONSIDERANT que les habitations les plus proches se situent à 250 mètres et que l'article 9 de l'arrêté ministériel impose une distance d'isolement de 200 mètres par rapport à la zone de stockage,

CONSIDÉRANT que les aménagements et conditions d'exploitation telles qu'elles sont définies par le présent arrêté garantissent la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement, notamment la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques et la protection de la nature et de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'une quantité de déchets admise de 80 000 t/an est compatible avec les recommandations du plan départemental pour l'élimination des déchets ménagers et assimilés qui a, parallèlement, mis en évidence le caractère indispensable de la capacité offerte par le CSDU de HOCHFELDEN pour l'équilibre entre les quantités produites et les capacités d'enfouissement du département du Bas-Rhin,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRETE**I - GÉNÉRALITÉS****ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION**

La société SITA ALSACÉ, dont le siège social est 3, rue de Berne à SCHILTIGHEIM, est autorisée à exploiter les installations de stockage de déchets ménagers et assimilés situées sur le ban de la commune de HOCHFELDEN, aux lieux-dits "Schaffhausener Reben" et "Kehle" pour **une durée de 9 années** à compter de la notification du présent arrêté.

Les installations du site sont répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Décharge ou dépositaire d'ordures ménagères et autres résidus urbains	322-B-2	A	80 000	t/an
Décharge de déchets industriels banals provenant d'installations classées	167 b	A		
Affouillement du sol, évacuation de matériaux	2510-3	A	375 000	m ³

Régime : A = autorisation - D = déclaration

La quantité totale autorisée à l'enfouissement est de 720 000 tonnes de déchets soit un volume d'environ 1 040 000 m³ sur l'ensemble de la durée d'exploitation.

ARTICLE 2 – CONDITIONS ET LIMITES DE L'AUTORISATION**Article 2.1 – Fin d'exploitation des anciennes parties autorisées par l'arrêté du 4 décembre 2000**

Par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté, tout enfouissement de déchets sur les parcelles ci-dessous à compter du **31 décembre 2005** est interdit :

Section	Lieu-dit	N° de parcelle
53	Schaffhauesener, Reben Rohrmatten	135, 224, 334, 408,409
53	Schiessmuer	204, 205
53	Auf die Kehle	206 à 218, 222, 223, 335, 398 à 403

Le suivi trentenaire débute à compter du 31 décembre 2005 et se fera en application des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2000.

Conformément à l'article L515-12 du Code de l'environnement et aux articles 24.1 à 24.8 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant demande au Préfet **dans un délai d'un 1 an**, après notification du présent arrêté, l'institution de servitudes et fournit les documents nécessaires à cet effet.

Article 2.2 – Nouvelle autorisation d'exploiter

Par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté, les parcelles concernées par l'emprise de l'installation, sont les suivantes, répertoriées au cadastre de la commune de HOCHFELDEN :

Parcelles concernées par l'extension de la zone de stockage des déchets			
N° de parcelle	Superficie	N° de parcelle	Superficie
111	0 ha 56 a 13 ca	122	0 ha 42 a 27 ca
112	0 ha 27 a 69 ca	123	0 ha 13 a 68 ca
113	0 ha 43 a 52 ca	124	0 ha 36 a 81 ca
114	0 ha 15 a 86 ca	125	0 ha 53 a 01 ca
115	0 ha 16 a 71 ca	126	0 ha 53 a 96 ca
116	0 ha 22 a 83 ca	127	0 ha 02 a 29 ca
117	0 ha 63 a 42 ca	129	0 ha 07 a 06 ca
118	0 ha 07 a 84 ca	130	0 ha 28 a 38 ca
119	0 ha 24 a 98 ca	131	0 ha 47 a 79 ca
120	0 ha 22 a 93 ca	132	0 ha 18 a 48 ca
121	0 ha 36 a 71 ca		
TOTAL			8 ha 42 a 35 ca
Parcelle concernée par un aménagement connexe			
		N° de parcelle	Superficie
	zone technique de traitement éventuel des effluents	137	0 ha 39 a 76 ca
		136	0 ha 51 a 35 ca
	installations annexes	145 à 150, 225 à 228, 267 à 269, 332	

La hauteur de la partie exploitée après réaménagement ne devra pas dépasser le niveau 207 NGF.

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant étudie les possibilités visant à diminuer au maximum la hauteur de la cote de réaménagement. Un dossier technique sera transmis dans ce même délai au Préfet.

Tout projet de modification de la dénomination des parcelles cadastrales et de leur concession doit être déclaré à l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE).

La zone à exploiter doit être à plus de 200 mètres de la limite de propriété du site, sauf si l'exploitant apporte des garanties équivalentes en termes d'isolement par rapport aux tiers sous forme de contrats, de conventions ou servitudes couvrant la totalité de la durée d'exploitation et de la période de suivi. (Article 9 de l'arrêté ministériel susvisé du 9 septembre 1997).

Conformément aux engagements de la Société SITA ALSACE faits au Préfet du Bas-Rhin par courrier du 26 avril 2005, le requérant renonce à acquérir des terrains au delà de la bande de servitude de 200 mètres et de l'emprise strictement nécessaire à l'exploitation limitée à 9 ans afin de donner une garantie physique et de la crédibilité à ce délai.

Article 3 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et

données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation susvisé, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Article 4 - MISE EN SERVICE

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque les installations n'ont pas été mises en service dans le délai de trois ans ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

Article 5 - ACCIDENT- INCIDENT

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournit à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 6 - MODIFICATION

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

Article 7 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préalable.

II - ADMISSION DES DÉCHETS

ARTICLE 8 - DEBUT DES OPERATIONS DE STOCKAGE

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés, ainsi qu'aux dispositions suivantes.

Avant le début des opérations de stockage, l'exploitant doit informer le Préfet de la fin des travaux d'aménagement par un dossier technique réalisé par un organisme tiers établissant la conformité aux conditions définies par le présent arrêté.

Le Préfet fait alors procéder par l'inspecteur des installations classées, avant tout dépôt de déchets, à une visite du site afin de s'assurer qu'il est conforme aux conditions précitées (article 26 bis de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997).

ARTICLE 9 - DEFINITION DES DECHETS ADMISSIBLES

La nature et l'origine des déchets admis dans l'installation de stockage doivent être compatibles au plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés du département du Bas-Rhin.

Seuls les déchets en provenance du département du Bas-Rhin sont acceptés. L'aire de collecte couvre la totalité de ce département.

Seuls les déchets ultimes selon les termes de l'article L.541-1 du code de l'environnement sont acceptés sur le site.

Le déchet ultime est défini comme un déchet, résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux.

ARTICLE 10 - DECHETS INTERDITS

Les déchets suivants ne sont pas admis dans l'installation en raison des risques de pollution et de nuisances que présente leur stockage :

- déchets dangereux définis par le décret en Conseil d'État, pris en application de l'article L 541-24 du code de l'environnement (décret n° 2002-540 du 18 avril 2002) ;
- déchets d'activités de soins et assimilés à risque infectieux ;
- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus ;
- déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radio nucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB ;
- déchets d'emballages visés par le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 ;
- déchets qui, dans les conditions de mise en décharge sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables, conformément aux définitions du décret en Conseil d'État pris en application de l'article L 541-24 du code de l'environnement ;
- déchets dangereux des ménages collectés séparément ;
- les pneumatiques usagés ;
- les déchets pulvérulents non préalablement conditionnés ;
- déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues) ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets particulièrement odorants, tels que :
 - boues des stations d'épuration urbaine non stabilisées,
 - déchets d'abattoir ou cadavres d'animaux,
 - déchets de fond de fosse en provenance d'usines d'incinération ;
- d'une manière générale, tous déchets pour lesquels des nouvelles filières d'élimination spécifiques sont prévues (déchets électroniques, ...).

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.

L'apport d'ordures ménagères brutes et de déchets putrescibles issus des supermarchés ou de la grande distribution est interdit, sauf autorisation exceptionnelle et transitoire du Préfet.

ARTICLE 11 - INFORMATION PREALABLE A L'ADMISSION DES DECHETS

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets, à la collectivité de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable a une validité d'un an et doit être conservée au moins 2 ans par l'exploitant.

L'exploitant, s'il l'estime nécessaire, sollicite des informations complémentaires.

L'information préalable précise pour chaque type de déchet destiné à être déposé, la provenance, les opérations de traitement préalable éventuelles, les modalités de la collecte et de la livraison et toute information pertinente pour caractériser le déchet en question, en particulier son caractère ultime. Le code d'identification à 6 chiffres défini par le décret n° 2002 - 540 du 18 avril 2002 figure dans l'information préalable et dans le certificat d'acceptation préalable défini ci-après.

L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur le déchet dont l'admission est sollicitée et refuser, s'il le souhaite, d'accueillir le déchet en question.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui sont adressées et précise le cas échéant dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.

ARTICLE 12 - CERTIFICAT D'ACCEPTATION PREALABLE POUR CERTAINS DECHETS

Pour tous les déchets pour lesquels il est fixé au moins un critère d'admission, cette information préalable prend la forme d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est délivré par l'exploitant au vu des informations communiquées par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent. Ces déchets ne peuvent être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable.

Le certificat est soumis aux mêmes règles de délivrance ou de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.

Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet. Outre les analyses relatives aux paramètres faisant l'objet de critères d'admission, les tests suivants peuvent être réalisés par le producteur de déchets:

- la composition chimique principale du déchet brut,
- un test de potentiel polluant tel que défini à l'annexe 1 des arrêtés du 18 décembre 1992 relatifs aux installations de stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stabilisés,
- les résultats d'un test rapide de lixiviation.

L'étendue des analyses à réaliser pour un déchet pour lequel au moins un critère d'admission est fixé, est définie en fonction des caractéristiques de ce déchet. Les méthodes d'analyses utilisées doivent être conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur.

ARTICLE 13 - CONTROLES D'ADMISSION

Toute livraison de déchet fait l'objet :

- d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable,
- d'un contrôle visuel et d'un contrôle de non-radioactivité du chargement (le cas échéant, ces contrôles peuvent être pratiqués sur la zone d'exploitation préalablement à la mise en place des déchets),
- de la délivrance d'un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

Pour tous les déchets pour lesquels est fixé au moins un critère d'admission, l'admission d'un chargement est conditionnée par l'existence d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité et par la réalisation d'un examen visuel, avant tout déchargement et l'arrivée sur la zone d'exploitation, et d'une vérification éventuelle de l'aspect pelletable des déchets qui doivent l'être.

En cas de non-conformité avec les données figurant sur l'information préalable ou sur le certificat d'acceptation préalable ou avec et les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé.

Dans le cas des résidus de broyage de biens d'équipement et des sables de fonderie, l'exploitant réalise des prélèvements inopinés qui sont conservés durant 3 mois. Au moins une analyse est pratiquée chaque trimestre sur l'un des échantillons. En cas de non conformité ce type de déchet est refusé, jusqu'à mise en place d'un contrôle systématique de chaque chargement.

ARTICLE 14 - REGISTRES D'ADMISSION ET DE REFUS D'ADMISSION

Conformément au décret du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un **registre chronologique** tel que prévu à l'article 6 de l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres.

En particulier, il consigne pour chaque véhicule apportant des déchets :

- le tonnage et la nature des déchets,
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la collectivité de collecte,
- la date de délivrance de l'accusé de réception et l'heure de la réception,
- l'identité du transporteur,
- le numéro d'immatriculation,
- le résultat des contrôles d'admission visuels et documentaires,
- les refus de prise en charge avec précision des motifs.

Pour ce dernier cas, l'exploitant informe systématiquement l'inspection des installations classées conformément à l'article 6 du décret du 30 mai 2005 susvisé.

III – AMENAGEMENT DU SITE

ARTICLE 15 - CONSTITUTION DES CASIERS ET DES ALVEOLES

La zone à exploiter est divisée en casiers. La capacité et la géométrie des casiers doivent contribuer à limiter les risques de nuisances ou de pollution des eaux souterraines ou de surface. La hauteur des déchets dans un casier doit être calculée de façon à ne pas dépasser la limite des digues et à ne pas altérer l'efficacité du système drainant.

Chaque casier comporte un ou plusieurs alvéoles. **La superficie des alvéoles est limitée au minimum technique sans dépasser 3 500 m².** La mise en exploitation de l'alvéole $n + 1$ ne peut être commencée qu'après le recouvrement, ne serait-il que temporaire, de l'alvéole n , exploitée précédemment. **Ce recouvrement temporaire sera effectué à l'aide des matériaux marneux provenant du site (dans ce cas, son épaisseur sera au moins de 30 cm) ou par tout moyen présentant des garanties au moins équivalentes.**

ARTICLE 16 - BARRIERES DE SECURITE

1. Barrière de sécurité passive

La barrière de sécurité passive est constituée par le substratum du site qui doit présenter, de haut en bas, une perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 m et inférieure à 1.10^{-6} m/s sur au moins 5 m.

Ces caractéristiques sont obtenues par un remaniement et un compactage en fond de fouille ou par tout moyen équivalent, dont l'efficacité est vérifiée par un organisme extérieur compétent. Il est rendu compte des résultats des mesures de contrôle à l'inspecteur des installations classées (plan des zones testées et résultats chiffrés).

2. Barrière de sécurité active

Sur le fond de chaque nouveau casier une barrière de sécurité active assure son indépendance hydraulique, le drainage et la collecte des lixiviats et évite ainsi la sollicitation de la barrière de sécurité passive.

Cette barrière de sécurité active est constituée du bas vers le haut, par une géomembrane, surmontée en fond d'une couche de drainage.

1°) Mise en place de la géomembrane

La géomembrane doit être étanche, compatible avec les déchets stockés et résistante à toute agression mécanique. Sa mise en place doit en particulier conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de sa pose, notamment après stockage des déchets.

La réception de la mise en place de la géomembrane, comprenant notamment la vérification des soudures, fait l'objet d'un rapport de contrôle par le service Qualité de l'entreprise de pose ou par un organisme extérieur qualifié.

2°) Mise en place d'une couche de drainage

En fond de chaque casier, la couche de drainage est constituée de bas en haut :

- d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers les points de collecte, si le pendage n'y suffit pas,
- d'une couche drainante composée de matériaux d'une perméabilité supérieure à 1.10^{-4} m/s, préalablement lavés, **d'une épaisseur minimale de 50 cm par rapport à la perpendiculaire de la géomembrane.**

Une protection particulière contre le poinçonnement est appliquée sur la géomembrane. La stabilité à long terme de l'ensemble mis en place doit être assurée.

3°) Dispositif de détournement des eaux souterraines

L'exploitant réalise une paroi étanche et/ou tranchée drainante ceinturant les bords Est et Sud du site qui permettra de détourner les eaux de l'excavation créée et de les rejeter dans le fossé agricole en partie Sud du site.

ARTICLE 17 - MAITRISE DES EAUX DE RUISSELLEMENT

L'exploitant aménage des fossés de collecte des eaux de ruissellement extérieures aux zones d'exploitation. Ces fossés doivent être réalisés dans leur intégralité, avant le début de l'exploitation de ces zones. Ils sont dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale.

Les eaux de ruissellement internes n'entrant pas en contact avec les déchets et les eaux de circulation latérale, seront collectées, drainées ou pompées et évacuées par un réseau de fossés périphériques, avec les eaux de ruissellement extérieures aux zones d'exploitation, en direction des bassins de décantation d'une capacité totale de 10 400 m³. Ces bassins sont étanchéifiés et munis d'une surverse pour l'évacuation finale vers le milieu naturel superficiel, le cours d'eau Rohrbach.

ARTICLE 18 - COLLECTE ET STOCKAGE DES LIXIVIATS

L'exploitant réalise les équipements de collecte et de stockage avant traitement des lixiviats. Les lixiviats s'écoulent vers des puisards de reprise d'où ils sont pompés pour être stockés dans des nouvelles citernes (ou autres dispositifs présentant les mêmes propriétés) situées sur cuvette de rétention. La partie extension du site sera collectée séparément de la partie existante. Ces eaux sont traitées en station d'épuration. Les coordonnées de la station réceptrice sont communiquées à l'inspecteur des installations classées.

Une zone est réservée pour la création d'une station de traitement in situ. Le cas échéant, une demande devra être déposée à l'Administration.

ARTICLE 19 - CLOTURE, VOIES D'ACCES ET DE CIRCULATION

Afin d'en interdire l'accès, l'ensemble du site est clôturé par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres. L'exploitant aménage un accès depuis la voirie publique. Les portails d'accès sont fermés à clef en dehors des heures d'exploitation.

Les aires d'accueil et d'attente ainsi que les voies de circulation principales disposent d'un revêtement durable. Une aire d'attente intérieure doit être aménagée pour permettre le stationnement des véhicules durant les contrôles des chargements.

Les conditions d'accès des véhicules de lutte contre l'incendie et des engins de terrassement sont prises en compte dans l'aménagement de l'installation.

ARTICLE 20 - INTEGRATION PAYSAGERE

L'exploitant veille à l'intégration paysagère de l'installation. Le réaménagement des zones exploitées doit se faire progressivement. Le principe de réaménagement est d'assurer la continuité du paysage au niveau des formes et de la végétation qui sera choisie en vue de recréer un espace de type naturel.

L'exploitant réalise une digue paysagère le long de la RD 670.

ARTICLE 21 - MOYENS DE SUIVI DES QUANTITES DE DECHETS RECEPTIONNES

Un pont-basculé muni d'une imprimante est installé à l'entrée de l'installation afin de connaître le tonnage des déchets admis. Sa capacité est de 50 tonnes. Ce pont-basculé doit être conforme à la réglementation en vigueur en matière de métrologie légale.

ARTICLE 22 - MOYENS DE TELECOMMUNICATION

L'installation est équipée de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter l'appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

ARTICLE 23 - STOCKAGE EVENTUEL DE CARBURANTS ET D'AUTRES PRODUITS - ENTRETIEN DES ENGINES

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'alimentation en carburant des engins et leur entretien devra se faire de manière à éviter tout risque de déversement accidentel et de pollution.

ARTICLE 24 - INFORMATION DU PUBLIC A L'ENTREE DU SITE

A proximité immédiate des entrées principales sont placés des panneaux de signalisation et d'information sur lesquels sont inscrits, dans l'ordre suivant :

- la désignation de l'installation de stockage,
- la date de l'arrêté d'autorisation,
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant,
- les jours et heures d'ouverture,
- les mots : "*Accès interdit*" et "*Informations disponibles à la Mairie de HOCHFELDEN et auprès de la société SITA ALSACE*" (adresse et numéro de téléphone du siège) ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ainsi que celui de la Préfecture.

Les panneaux doivent être en matériaux résistants, les inscriptions doivent être indélébiles et nettement visibles.

IV - EXPLOITATION DE L'INSTALLATION

ARTICLE 25 - EXPLOITATION DES CASIERS ET MISE EN PLACE DES DECHETS DANS L'INSTALLATION DE STOCKAGE

Un seul alvéolé doit être exploité à la fois. La mise en exploitation du casier ou de l'alvéole n+1 est conditionnée par le réaménagement du casier ou de l'alvéole n-1.

Les déchets sont déposés en couches successives et compactés sur site.

Les déchets amenés par les véhicules de collecte sont déchargés depuis une aire spécialement aménagée équipée de butoirs de sécurité située au plus près de l'alvéole en exploitation.

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant met en place des caméras au niveau:

- du pont bascule permettant de visualiser les camions qui arrivent sur le site,
- du quai de déchargement et de la zone d'exploitation

Ce système est relié au bureau du pont bascule où un opérateur est présent pendant les opérations de déchargement. Une sauvegarde d'une durée minimale d'une semaine est réalisée.

Pour prévenir les envols, les déchets sont saupoudrés toutes les fins de semaine ou veilles de fêtes, de terre ou d'autres matériaux inertes (tout moyen présentant une efficacité équivalente pour la prévention des envols pourra être mis en œuvre en substitution de cette méthode). La quantité minimale de terre de recouvrement toujours disponible en dehors de celle prévue pour les cas d'incendie doit être au moins égale à celle utilisée pour quinze jours d'exploitation et au moins égale à 100 m³.

La mise en place des déchets doit permettre d'obtenir un profil topographique adapté des dépôts permettant de prévenir les risques d'éboulement, de ravinement et d'érosion et de diriger les eaux de ruissellement superficielles vers l'extérieur de la zone à exploiter et vers les dispositifs de collecte qui doivent les recueillir.

ARTICLE 26 - PLAN D'EXPLOITATION

L'exploitant doit établir annuellement un relevé topographique de l'installation de stockage qui est tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées. Il fait apparaître :

- les parcelles listées à l'article 2,
- l'emprise générale du site et de ses aménagements,
- la zone à exploiter,
- les niveaux topographiques des terrains,
- les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones d'exploitation,
- les zones d'exploitation,
- l'emplacement des casiers et des alvéoles de la décharge,
- le schéma de collecte des eaux, les bassins et réservoirs de stockage,
- les piézomètres,
- le schéma de collecte du biogaz et des installations de traitement correspondantes,
- les zones réaménagées,
- les points de prélèvement, aux fins d'analyse, des eaux superficielles et des lixiviats.

Ce relevé est accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes. L'inspecteur des installations classées pourra demander que soit effectué, aux frais de l'exploitant et par un géomètre expert indépendant, un plan de contrôle comprenant les éléments ci dessus.

ARTICLE 27 - ENTRETIEN

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage, et veille à ce que les véhicules sortant de l'installation ne puissent pas conduire au dépôt de terres ou, *a fortiori*, de déchets sur les voies publiques d'accès au site.

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

ARTICLE 28 - BRUITS ET VIBRATIONS

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier seront d'un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou à signalement d'incidents graves ou d'accidents, ou si leur emploi est réglementé par ailleurs.

En référence aux engagements de l'exploitant, **le site sera exploité (ouvert aux apports) de 7 h à 17 h du lundi au vendredi, exceptionnellement le samedi matin.** Il ne sera pas exploité de nuit, ni les jours fériés ni les dimanches.

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 17 h, sauf dimanches et jours fériés
supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

De manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissible définies précédemment, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR allant de 7 h à 17 h, (sauf dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	60 dB(A)

Un contrôle du respect de ces dispositions est effectué tous les trois ans.

ARTICLE 29 - PREVENTION DES ENVOLS, BRULAGE

Le mode de mise en place ou de manutention des déchets doit permettre d'éviter les envols de déchets. Chaque fois que cela sera nécessaire, l'exploitant met en place autour de la zone d'exploitation un système permettant de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés.

Toutes dispositions sont prises pour éviter la formation d'aérosols.

Tout brûlage de déchets est strictement interdit.

ARTICLE 30 - PREVENTION CONTRE LES ESPECES NUISIBLES

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour la lutte contre la prolifération des rats, des insectes et des oiseaux, dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces. Les opérations de dératisation sont confiées à des sociétés spécialisées. Les justificatifs d'intervention seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimale de 2 ans.

ARTICLE 31 - CHIFFONNAGE ET RECUPERATION

Les activités de tri des déchets, de chiffonnage et de récupération sont interdites sur la zone d'exploitation.

ARTICLE 32 - GESTION DES DECHETS DE L'EXPLOITATION

Les déchets générés par l'exploitation de l'installation, sont stockés sur le site, en attendant leur élimination dans des installations et/ou filières dûment autorisées, de manière à prévenir toute pollution.

Les déchets dangereux produits sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire de suivi des déchets dangereux.

Les huiles usagées et les autres déchets liquides sont stockés sur rétention et à l'abri des eaux de pluie. Ces huiles sont éliminées conformément à l'arrêté du 28 janvier 1999 et au décret du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation sur le ramassage et la récupération des huiles usagées.

ARTICLE 33 - PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE

Aucun déchet non refroidi, explosif ou susceptible de s'enflammer spontanément ne peut être admis.

Les abords du site doivent être débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou à l'inverse les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage.

Des moyens efficaces sont prévus pour lutter contre l'incendie et un plan de prévention et d'intervention est établi en accord avec les services de secours.

L'exploitant dispose notamment d'extincteurs adaptés sur les engins d'exploitation et dans le local situé à l'entrée du site.

L'exploitant prendra toutes dispositions de manière à détecter rapidement un départ de feu. Les consignes particulières d'incendie seront affichées, ainsi que les numéros de téléphone et l'adresse du poste de sapeurs-pompiers le plus proche, près de l'entrée principale et dans le local de gardiennage s'il existe. En l'absence de gardiennage, ces indications seront complétées par la mention du poste téléphonique le plus proche.

Des moyens sont disponibles en permanence afin de pouvoir lutter efficacement contre un incendie éventuel :

- moyens d'éclairage à proximité de l'entrée du site, des réserves d'eau incendie et de la zone en exploitation,
- réserve d'eau constituée par les bassins de stockage des eaux pluviales qui devront être aménagés de manière à permettre le pompage,
- réserve de terre à proximité de la zone en exploitation d'une quantité au moins égale à 100 m³,
- deux engins permettant de régaler la terre.

ARTICLE 34 - PREVENTION DES ODEURS

L'exploitation est menée de manière à limiter les dégagements d'odeurs, en particulier par la couverture la plus rapide possible des déchets fermentescibles déposés. Les déchets malodorants seront refusés.

D'autres moyens, comme la désodorisation à l'aide d'agents masquants, pourront être employés le cas échéant.

L'exploitant disposera sur le site d'une station d'observation de paramètres atmosphériques, permettant de mettre ceux-ci en relation avec les observations faites en matière d'odeurs.

L'inspection des installations classées pourra demander l'exécution, par un laboratoire dont le choix sera soumis à son approbation, aux frais de l'exploitant, de prélèvements et analyses de gaz rejetés (biogaz, avant et après combustion), de l'atmosphère près du casier en exploitation, dans l'environnement et notamment les zones habitées, de façon à déterminer la concentration des molécules odorantes.

ARTICLE 35 - SECURITE DES PERSONNES

Les installations électriques seront conformes aux réglementations en vigueur. Elles seront entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable.

ARTICLE 36 - CONSIGNES

L'exploitant établira les consignes d'exploitation. Ces consignes fixeront le comportement à observer dans l'enceinte du site, par le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnel d'entreprises extérieures...). L'exploitant s'assurera fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel, il s'assurera également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones à risques définies à l'article 33,

- les mesures à prendre en cas de défaillance sur un dispositif destiné à prévenir toute pollution,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- les procédures en cas de réception de déchets non admissibles.

Le personnel sera formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en œuvre les consignes précitées devront avoir lieu une fois par an, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 37 - DEFINITION DES ZONES DE DANGERS

L'exploitant déterminera les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones seront reportées sur un plan qui sera tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Dans ces zones, les flammes à l'air libre et les appareils susceptibles de produire des étincelles seront interdits, hormis délivrance d'un "permis de feu", signé par l'exploitant ou son représentant.

V – PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES ET SUPERFICIELLES

ARTICLE 38 – GESTION DES EAUX DE RUISSELLEMENT

Les eaux pluviales et de ruissellement extérieures et celles n'ayant pas été en contact avec les déchets, collectées conformément aux dispositions de l'article 17 présentent, avant rejet dans le milieu naturel, les caractéristiques suivantes, contrôlées avant rejet :

Débit maximum lors du rejet: 115 m³/h

Débit journalier maximum: 2760 m³/j

rejet	paramètres	Concentrations maxi en mg/l	
		Du 01/01/2006 au 31/12/2008	A partir du 01/01/2009
Rohrbach	pH	5.5 < pH < 8.5	5.5 < pH < 8.5
	DCO	50	40
	DBO5	20	20
	MES	30	30
	NH4+	6	4
	N global	15	15
	AOX	1	0.1
	Hydrocarbures	10	0.5
	Métaux totaux	7.5	5
	Pb	0.05	0.005
	Cr	0.05	0.005
	Cd	0.1	0.015
	Hg	0.05	0.003
	As	0.1	0.1
	CN	0.1	0.010

N.B. : Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

En outre, ces eaux ne doivent pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction de la faune piscicole après mélange avec les eaux réceptrices.

L'autocontrôle de la qualité de ces eaux sera réalisé à fréquence semestrielle par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Un contrôle mensuel sera également réalisé mais portera uniquement sur le pH, la résistivité, l'ion ammonium et les hydrocarbures totaux.

Les boues issues des bassins de décantation des eaux de ruissellement sont considérées comme des déchets et placées dans les alvéoles de stockage des déchets.

ARTICLE 39 - TRAITEMENT DES LIXIVIATS

Le traitement des lixiviats a lieu dans une station d'épuration collective.

Une convention sera passée entre l'exploitant de l'installation et le gestionnaire de la station

d'épuration, après réalisation d'une étude de traitabilité. Cette convention doit préciser les informations communiquées à l'exploitant de l'installation de stockage par le gestionnaire de l'infrastructure d'assainissement sur ses rejets.

Les lixiviats doivent respecter avant traitement dans la station d'épuration, les valeurs limites suivantes :

DCO	<2000 mg/l
DBO5	< 800 mg/l
MEST	< 600 mg/l
Azote global(exprimé en N)	< 150 mg/l
Phosphore total (exprimé en P)	< 50 mg/l
HCH	<0.1 mg/l
Métaux totaux	< 15 mg/l
Dont métaux lourds:	
Cr ⁶	< 0,1 mg/l
Cd	< 0,2 mg/l
Pb	< 0.5 mg/l
Hg	< 0,05 mg/l
As	< 0,1 mg/l
Fluor et composés (en F)	< 15 mg/l
CN libres	< 0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l
phénols	<0.1 mg/l
AOX	< 5 mg/l

N.B. : La recherche du lindane (HCH) se fera uniquement sur les anciennes parties exploitées jusqu'au 31 décembre 2005.

Le paramètre métaux totaux correspond à la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Une surveillance obligatoire doit être réalisée à l'arrivée à la station d'épuration, notamment afin de vérifier la traitabilité dans la station d'épuration. **Au moins une fois par mois, des échantillons de lixiviats sont prélevés dans les réservoirs de stockage et analysés par un organisme agréé par le Ministère chargé de l'Environnement.**

A la fin de la première année d'exploitation, un bilan sur la qualité des lixiviats sera établi. En fonction des résultats, certains paramètres pourront être contrôlés semestriellement. Ces modifications feront alors l'objet d'un arrêté complémentaire.

ARTICLE 40 – CONTROLE DES EAUX SOUTERRAINES RELATIF A L'ENSEMBLE DU SITE (anciennes parties et site actuel)

Le réseau de contrôle des eaux souterraines est constitué de 6 piézomètres de contrôle comprenant l'ensemble du site (zone ancienne et extension).

Les piézomètres de contrôle (SC1, SD1, SD2, SD7, P2 et P4) sont repérés sur le plan joint en annexe.

Le piézomètre SD2 sera supprimé lors de l'exploitation du CSDU. L'exploitant propose alors une solution alternative. L'implantation d'un nouveau piézomètre en remplacement du SD2 fera l'objet d'une étude réalisée par un bureau d'études compétent.

Une fois par trimestre, des analyses sont effectuées sur les paramètres suivants : pH, résistivité, DCO, fer, ammonium, isomères du HCH.

Au minimum 2 fois/an, des analyses par un laboratoire agréé portant au moins sur les paramètres

suivants sont effectuées sur l'ensemble des points de prélèvements : pH, résistivité, DCO ou COT, DBO₅, NH₄⁺, chrome, plomb, nickel, cadmium, cuivre, zinc, mercure, hydrocarbures totaux, aluminium, manganèse, fer, chlorures, sulfates, nitrates, isomères du HCH, AOX, phosphates, As, CN et phénols.

Les résultats de toutes ces analyses sont communiqués à l'inspecteur des installations classées. **Ils sont également accompagnés d'un commentaire et, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus depuis les premières mesures.**

ARTICLE 41 – PLAN DE SURVEILLANCE RENFORCEE DES EAUX SOUTERRAINES

Dans le cas où une valeur anormale d'un paramètre ou un changement significatif de la qualité des eaux souterraines est observé, l'exploitant, en accord avec l'inspecteur des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée qui comprend au minimum :

- une augmentation de la fréquence des analyses réalisées ainsi que l'extension de la recherche aux substances chimiquement voisines du paramètre dont la concentration est anormale,
- le relevé quotidien des paramètres météorologiques permettant d'établir le bilan hydrique défini plus loin,
- la limitation d'accès dans l'installation de stockage des déchets pouvant être à l'origine de la modification de la qualité des eaux souterraines et toute mesure d'exploitation pouvant réduire l'origine de l'évolution constatée.

L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par l'inspecteur des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

Lorsque la cause de l'anomalie est supprimée, le plan de surveillance renforcé peut être arrêté.

À défaut, il pourra être prescrit une actualisation de l'étude hydrogéologique du site et la définition de mesures de confinement du site ou de traitement des eaux souterraines.

ARTICLE 42 – CONTROLE DES EAUX DU ROHRBACH

Les eaux du Rohrbach sont analysées une fois par semestre (une mesure en été, une mesure en hiver) sur des prélèvements effectués **en amont au niveau du moulin de SCHAFFHOUSE/ZORN et en aval du centre de stockage** (après le point de rejet de la résurgence).

Les analyses sont réalisées en période de vidange du bassin des eaux de ruissellement et portent sur les paramètres suivants :

- **MEST, DBO₅, DCO, résistivité, hydrocarbures totaux, AOX, phénols, ion ammonium, phosphates, chlorures, sulfates, nitrates, zinc, fer, manganèse, aluminium, chrome, cadmium, mercure, plomb, nickel, cuivre.**

ARTICLE 43 – SUIVI DU BILAN HYDRIQUE

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, ensoleillement, relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantités de lixiviats produits, ou autres méthodes présentant des garanties équivalentes). Ce bilan est calculé annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et de réviser si nécessaire les aménagements du site.

ARTICLE 44 – TRANSMISSION DES RESULTATS ET METHODES D'ANALYSE

Les résultats des analyses demandées aux articles ci-dessus sont communiqués semestriellement à

l'inspecteur des installations classées (avec la liste des refus d'admission). En cas de dépassement ou d'anomalie, ils sont accompagnés d'un commentaire qui comprend : le signalement de l'anomalie ou du dépassement, des éléments concernant son origine, une proposition de remédiation.

Les méthodes d'analyse utilisées doivent être conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur.

VI - DRAINAGE ET DESTRUCTION DU BIOGAZ

ARTICLE 45 – DRAINAGE ET COLLECTE DU BIOGAZ (ACTUEL ET EXTENSION)

Le CSDU est équipé d'un réseau de captage des émanations gazeuses, conçu et dimensionné pour capter de façon permanente et optimale le biogaz et le transporter vers une installation de destruction par combustion.

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant réalise un contrôle de son système de captage et de brûlage du biogaz. Ce contrôle se base sur les mesures d'émanations gazeuses effectuées sur l'ensemble du site (anciennes parties et extension). Une cartographie précise des émanations gazeuses est établie.

Les améliorations éventuelles du réseau de captage seront proposées au regard de l'utilisation par l'exploitant des meilleures technologies et meilleures pratiques actuellement disponibles en vue de réduire les émanations gazeuses.

Ce contrôle est renouvelé chaque année. Les résultats commentés sont transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 46 – DESTRUCTION DU BIOGAZ

L'installation de destruction du biogaz est conçue et exploitée afin de limiter les risques, nuisances et émissions dus à son fonctionnement.

L'exploitant procède **annuellement** à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, N₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O

Les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900° C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. Les émissions de SO₂, NO₂, CO, HCl et HF, issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une **campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.**

Les valeurs limites à ne pas dépasser sont les suivantes :

- CO < 150 mg/Nm³
- SO₂ < 300 mg/Nm³

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est à dire 273K, pour une pression de 103.3kPa, avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz sec.

L'exploitant met en place un système d'alerte et d'astreinte en cas de dysfonctionnement de la torchère. Le délai d'intervention de remise en état de la torchère ne doit pas excéder 48 heures. En cas de dépassement de ce délai, l'exploitant en informe la DRIRE et les membres de la CLIS en précisant la nature des dysfonctionnements, le délai d'intervention prévu et les mesures compensatoires mises en

place (utilisation de produits masquants, ...)

ARTICLE 47- SUIVI DU BIOGAZ

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les volumes de biogaz produit et les quantités brûlées.

Il reporte également les résultats des analyses prévues à l'article précédent et en adresse une synthèse à l'inspection des installations classées.

VII – GARANTIES FINANCIERES

ARTICLE 48 - MONTANT ET CONSTITUTION

L'exploitant devra disposer de garanties financières dans les conditions prévues à l'article L 516-1 du code de l'environnement et aux articles 23-1 à 23-7 du décret du 21 septembre 1977.

Leur montant tient compte des opérations suivantes :

- surveillance du site pendant l'exploitation et pendant une période de 30 ans après l'arrêt de l'exploitation;
- intervention en cas d'accident ou de pollution,
- remise en état du site.

L'état prévisionnel du montant des garanties financières à chaque étape de l'exploitation prévue du site, et ce jusqu'à la fin de la période de suivi post-exploitation, est défini dans le tableau suivant par période de 3 ans :

Montant des garanties financières, par période de 3 ans, en euros (relatif à l'extension du site)	
Années	Total TTC *
1 à 3	2 293 312
4 à 6	2 646 559
7 à 9	1 744 596
10 à 12	750 450
13 à 15	622 634
16 à 18	517 179
19 à 21	395 134
22 à 24	294 594
25 à 27	248 378
28 à 30	192 133
31 à 33	165 626
34 à 36	134 940
37 à 39	54 699

* : sur la base de la TVA en vigueur en novembre 2004, soit 19,6 %

Le montant des garanties financières, relatif aux anciennes parties exploitées jusqu'en décembre 2005 est fixé par l'article 47 de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2000 et reste

applicable.

L'exploitant transmet au Préfet un document émanant d'un organisme bancaire ou d'assurance, attestant la constitution de ces garanties. Ce document doit être établi conformément à l'arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'économie daté du 1^{er} février 1996.

Article 49 – RENOUELEMENT ET ACTUALISATION

Au moins 6 mois avant la fin de la période pour laquelle les garanties ont été constituées, l'exploitant fait parvenir au Préfet l'attestation de renouvellement de ces garanties pour la période suivante.

L'absence de garantie financière entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514.1 du code de l'environnement.

Le montant est actualisé tous les trois ans en se basant sur l'indice du coût de la vie. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Toute modification du rythme d'exploitation, conduisant à une augmentation des coûts de remise en état et de surveillance nécessite une augmentation du montant des garanties financières.

L'exploitant tient à jour un état de situation des garanties qui lui sont accordées ainsi que l'état prévisionnel des garanties que rendra nécessaires son exploitation. Ces états sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 50 - CONDITIONS D'APPEL DES GARANTIES FINANCIERES

Il est fait appel aux garanties financières soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état et de surveillance, après intervention des mesures prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, soit après disparition juridique de l'exploitant soit en cas d'accident ou de pollution.

VIII – FIN D'EXPLOITATION D'UN CASIER OU D'UN ALVEOLE

ARTICLE 51 – COUVERTURE ET AMENAGEMENT

Dès la fin de comblement d'un casier ou d'un alvéole, c'est à dire lorsque sa capacité maximale est atteinte, une couche de drainage du biogaz est mise en place. Cette couche peut ne pas être mise en place s'il est démontré que la densité des puits de captage permet une efficacité équivalente de captage.

La couverture est réalisée selon un profil topographique permettant de prévenir autant que faire se peut les risques d'éboulement, de ravinement et d'érosion de manière à diriger les eaux de ruissellement superficielles vers l'extérieur de la zone à exploiter et les dispositifs de collecte appropriés.

La couverture présente une pente d'au moins 5 % permettant de diriger toutes les eaux de ruissellement vers des dispositifs de collecte. Cette pente ne doit cependant pas créer de risques d'érosion de la couverture en place. Pour les pentes supérieures à 10%, des dispositifs contre l'érosion (fossés intermédiaires, descentes en béton) devront être installés.

Cette couverture se compose du bas vers le haut :

- d'une couche drainante participant à la collecte et au captage du biogaz (sauf exemption, cf. ci – dessus)
- d'un écran imperméable réalisé par des matériaux naturels argileux remaniés et compactés sur une épaisseur d'au moins un mètre, ou tout dispositif équivalent assurant la même efficacité,
- d'une couche drainante permettant de limiter les infiltrations d'eaux météoriques dans le stockage,

- d'une couche de terre compactée constituant la réserve d'eau du sol,
- d'un niveau suffisant de terre végétative permettant la plantation d'une végétation favorisant l'évapotranspiration.

La terre végétative sera engazonnée et recevra des plantations. L'engazonnement sera réalisé avec des espèces prairiales. Le principe de réaménagement est d'assurer la continuité du paysage au niveau des formes et de la végétation.

Article 52 – FIN D'EXPLOITATION COMMERCIALE

Après son comblement le site est progressivement couvert. Tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site et à son suivi ou au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz ou des lixiviats sont supprimés et le lieu de leur implantation remis en état.

La clôture du site est maintenue sur l'intégralité de son emprise pendant au moins 5 ans. Les dispositifs de captage et de traitement du biogaz ou des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site sont protégés des intrusions pendant leur maintien sur le site.

Article 53 – PLAN DU SITE APRES COUVERTURE

Toute zone couverte fait l'objet d'un plan de couverture à l'échelle 1/2500, accompagné de plans de détail au 1/500, qui présentent :

- l'ensemble des aménagements du site (clôture, végétation, fossés de collecte, tranchée drainante, limite de couverture, bassin de stockage, unité de traitement, système de captage du biogaz, torchères,...),
- la position exacte des dispositifs de contrôle y compris ceux dont la tête est dissimulée par la couverture (piézomètres, buses diverses...),
- la projection horizontale des réseaux de drainage, ceci sur des plans différents si plusieurs réseaux superposés existent,
- les courbes topographiques d'équidistance 5 mètres,
- les aménagements réalisés, dans leur nature et leur étendue.

Ces plans complètent le plan d'exploitation auquel ils sont progressivement incorporés pour donner lieu en définitive à un plan du site après couverture.

Article 54 – PROGRAMME DE SUIVI

Pour toute partie couverte définitivement un premier programme de suivi, inclus dans le suivi trentenaire, est réalisé pendant une durée minimale de 5 ans et comprend :

- le contrôle, au moins tous les mois, du système de captage du biogaz et la réalisation semestrielle des mesures prévues aux articles 45 et 46,
- le contrôle annuel de la qualité des eaux souterraines conformément aux prescriptions,
- le contrôle des hauteurs de lixiviat,
- le contrôle semestriel de la qualité des eaux de ruissellement et des eaux superficielles,
- l'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal),
- les observations géotechniques du site avec des contrôles des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.

A l'issue de ce premier programme de suivi, l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site

accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la couverture. L'inspection des installations classées peut alors proposer une modification du programme de suivi jusqu'à la fin de la période trentenaire, qui fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Article 55 – CESSATION DEFINITIVE DE L'EXPLOITATION

Conformément aux articles 34-1 et suivants du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant :

- notifie au préfet, au moins six mois avant, la date de mise à l'arrêt définitif,
- constitue un dossier précisant plus particulièrement :
 - le plan d'exploitation à jour du site,
 - un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
 - une description de l'insertion du site, y compris les parties éventuellement non exploitées dans le paysage et son environnement,
 - une étude de stabilité du dépôt,
 - le relevé topographique détaillé du site,
 - une étude hydrogéologique et l'analyse détaillée des résultats des analyses d'eaux souterraines pratiquées depuis au moins 5 ans,
 - une étude sur l'usage qui peut être fait de la zone exploitée et couverte, notamment en terme d'urbanisme et d'utilisation du sol et du sous-sol,
 - en cas de besoin, la surveillance qui doit encore être exercée sur le site,
 - un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par des garanties financières ainsi que tout élément technique pertinent pour justifier la levée de ces garanties ou leur réduction,
 - un projet définissant les servitudes d'utilité à instituer sur tout ou partie de l'installation (*NB : ces servitudes sont à distinguer de celles instituées dans le périmètre des 200 m*). Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

L'obligation des garanties financières est levée en application de l'article 23-6 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, après constatation de la remise en état du site en conformité avec les prescriptions réglementaires.

IX – INFORMATION ET CONTROLES

ARTICLE 56 - INFORMATION ANNUELLE

56.1 - Rapport annuel d'activité

L'exploitant adresse une fois par an à l'inspection des installations classées un rapport d'activité

comportant une synthèse des informations prévues aux chapitres I à III du titre III de l'arrêté ministériel susvisé du 9 septembre 1997 et du décret du 3 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets, le plan d'exploitation à jour, ainsi que plus généralement tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation de stockage dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public.

Ce rapport précise notamment :

- la nature et les flux de résidus admis avec les tonnages et leur origine,
- les aménagements faits et prévus,
- l'avancement du réaménagement des casiers remblayés,
- les études en cours en cas d'aménagement et travaux particuliers à effectuer,
- l'état de la situation des garanties financières,
- le rappel des incidents survenus sur le site.

L'inspection des installations classées présente ce rapport au conseil départemental d'hygiène en le complétant par un rapport récapitulatif des contrôles effectués et les mesures administratives éventuelles proposées par l'inspection des installations classées pendant l'année écoulée.

56.2 - Dossier d'information des maires

Conformément au décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice au droit à l'information en matière de déchets prévu au livre V, titre 4 du code de l'environnement, l'exploitant adresse annuellement au maire de la commune de HOCHFELDEN, un dossier comprenant les documents précisés à l'article 2 du décret précité, en particulier les comptes rendus d'exploitation.

Il assure l'actualisation de ce dossier, qui est également transmis à la commission locale d'information et de surveillance.

ARTICLE 57 – CONTROLES EXCEPTIONNELS

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, par un organisme extérieur dont le choix sera soumis à son approbation, des prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores ou le dosage dans l'atmosphère de molécules odorantes. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

Le cas échéant, une convention avec un organisme extérieur compétent peut définir les modalités de réalisation de contrôles inopinés à la demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 58 – ARCHIVAGE

Tous les résultats de contrôles sont archivés par l'exploitant pendant une durée d'au moins 5 ans.

X – DIVERS

Article 59 - PUBLICITÉ

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de HOCHFELDEN et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

ARTICLE 60 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société SITA ALSACE.

ARTICLE 61 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 62 - SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement.

ARTICLE 63 – EXÉCUTION - AMPLIATION

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-préfet, secrétaire général adjoint chargé de l'arrondissement chef-lieu,
- le Maire de HOCHFELDEN,
- le Directeur de la sécurité publique,
- les inspecteurs des installations classées de la DRIRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société SITA ALSACE.

LE PREFET,



Pour ampliation
Pour le Secrétaire Général
Adjoint administratif
A. W.
André WISSEAU

Jean-Paul FAUGERE

Délais et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai d'un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.

ECHÉANCIER

annexé à l'arrêté préfectoral du

CSDU de HOCHFELDEN

Les échéances et fréquences relatives aux travaux et contrôles à effectuer en cours d'exploitation sont reprises ci-dessous :

Nature des travaux	Fréquence ou échéance
Contrôle acoustique (article 28)	tous les 3 ans
Exercice du personnel (article 38) ⁶	annuel
Autocontrôle d'eaux de ruissellement (article 38)	semestriel et mensuel
Contrôle des lixiviats (article 39)	mensuel
Contrôle des eaux souterraines (article 40)	trimestriel, semestriel
Contrôle des eaux superficielles (article 42)	semestriel
Bilan hydrique (article 42)	annuel
Contrôle du biogaz (article 46)	annuel
Garanties financières	cf. articles 48 et suivants
Information de l'inspection des installations classées sur les refus d'admission	semestrielle
Rapport d'activité (article 57) ^{5 b. A}	annuel

La transmission des résultats est au moins semestrielle.